

Réponse au camarade Gorter

Discours au C.E. de l'Internationale communiste - 24/11/1920

Camarades,

Ne pouvant improviser un discours-programme, selon l'expression du camarade Zinoviev, je me bornerai à formuler ici quelques observations critiques concernant le discours-programme que le camarade Gorter a prononcé ici, en manière de remontrance à l'Internationale Communiste. Force m'est de commencer par quelques observations préliminaires. Le camarade Gorter ne s'est pas borné à définir sa tendance; il nous a aussi tancés et éclairés, nous autres, attardés de l'Europe orientale, au nom de l'Europe occidentale. Je suis fâché de n'avoir pas vu le mandat du camarade Gorter, ce qui fait que je ne sais pas s'il est bien exactement mandaté par l'Europe occidentale pour nous faire ces remontrances. Pour autant que j'en puis juger, le discours du camarade Gorter ne contient que la répétition des critiques et des formules qu'il a maintes fois opposées au programme et aux principes tactiques de la 3^e Internationale, programme et principes que nous avons - nous autres, socialistes de l'Orient, - énoncés en plein accord avec nos amis et camarades chaque jour plus nombreux de l'Europe occidentale. Nous ne pouvons pas, d'autre part, ne pas nous rappeler que la camarade Gorter ne parle qu'au nom d'un petit groupe qui n'exerce que peu d'influence sur le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale. Ce qu'il faut établir tout d'abord, afin d'éviter tout malentendu.

Si je voulais me comporter comme Gorter et situer les opinions révolutionnaires politiques dans les limites des coutumes nationales, je dirais que le camarade Gorter raisonne plutôt en Hollandais qu'en Européen occidental. Il ne parle pas au nom de la France, de l'Allemagne, pays où le prolétariat a une grande expérience; il parle surtout au nom d'une fraction d'un petit parti hollandais, lequel a, certes, ses mérites, mais n'en a pas moins été, jusqu'à présent, privé de la possibilité d'agir à la tête des grandes masses, en qualité de force révolutionnaire. C'est plutôt un parti de propagande qu'un parti de combat. Il contient des militants que nous apprécions hautement, mais qui n'encourent guère le reproche adressé de si haut par le camarade Gorter au camarade Zinoviev, à la suite de l'intervention de ce dernier au Congrès de Halle, le reproche de vouloir à tout prix rallier les masses. Un parti qui a réussi à faire, en quelques dizaines d'années, deux mille prosélytes, ne peut pas être accusé de rechercher la popularité, ou tout au moins de la rechercher avec succès. Mais il s'avère, d'après le camarade Gorter que, parmi les deux mille communistes hollandais qu'il a formés et au milieu desquels il s'est formé, l'unité de vues n'a pas été absolue quant à des événements capitaux : certains membres de ce parti ont, pendant la guerre, accusé certains autres de soutenir l'Entente. La Hollande est un beau pays, mais elle n'est pas encore entrée dans la voie des grandes luttes révolutionnaires où se forme la pensée de l'Internationale Communiste.

Gorter nous a reproché d'être trop Russes. Il n'est assurément donné à personne de transformer totalement sa nature. Mais nous croyons tout de même que le camarade Gorter aborde la question d'une façon un peu trop géographique et, en politique, se rapproche un peu trop des opportunistes et des socialistes jaunes lorsqu'il nous dit : *"Si les Chinois voulaient vous imposer, à vous, Russes, leur méthode et leur forme d'action, vous leur répondriez probablement qu'ils parlent trop chinois et que leurs propositions ne peuvent pas devenir obligatoires pour les Russes"*. Le camarade Gorter tombe ici dans l'étroitesse nationale la plus bornée. Notre point de vue est que l'économie mondiale constitue un système organique défini, sur les bases duquel se développe la révolution mondiale prolétarienne ; et l'Internationale Communiste s'oriente dans le complexe de l'économie mondiale en l'analysant par les méthodes scientifiques du marxisme et en tenant compte de l'expérience entière des luttes passées. Ce qui, loin de les exclure suppose des particularités de développement propres à chaque pays et des phases particulières de développement. Mais toutes ces particularités ont besoin, pour être appréciées avec justesse, d'être examinées en connexion avec la situation internationale. Ce que ne fait pas le camarade Gorter, et c'est pourquoi il lui arrive de se tromper si cruellement.

C'est ainsi que, lorsqu'il affirme que le prolétariat hollandais est seul dans la lutte, alors que le prolétariat russe à l'appui des masses paysannes, cette affirmation est trop unilatérale et, partant inexacte. Le prolétariat anglais n'est pas si isolé que cela, l'empire anglais s'étendant sur les deux hémisphères. L'industrie anglaise et la situation du capital anglais dépendent en tout des colonies ; l'action du prolétariat anglais dépend donc de celle des masses populaires des colonies. L'action du prolétariat anglais contre le capital de la métropole doit être orienté conformément aux intérêts et à l'état du paysan hindou. Les prolétaires anglais ne remporteront pas de victoire définitive, tant que les peuples de l'Inde ne se lèveront pas et tant qu'il n'aura pas lui-même donné à leur action un but et un programme ; dans les Indes, d'autre part, la victoire est impossible sans le concours et la direction du prolétariat anglais. Et voici la collaboration révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie de l'Empire britannique.

Nous nous trouvons, tant au point de vue social qu'au point de vue géographique, au point de divergences des pays possesseurs des colonies et des pays colonisés, en ce sens que les plus grandes fabriques de Pétrograd et de Moscou étaient alimentées par la finance européenne et américaine qui en recevaient la plus-value. Le fait que le capitaliste industriel russe n'était, en réalité, que le troisième intermédiaire du capital financier international conférait immédiatement à l'action du prolétariat russe une portée révolutionnaire internationale. Les ouvriers russes se heurtaient, d'une part, au capital financier coalisé russe, français, belge, etc., et, de l'autre, aux masses paysannes arriérées, encore maintenues dans une sorte de demi-servage. Nous avions en quelque sorte

chez nous, simultanément, Londres et les Indes. Bien que très arriérés, nous nous rapprochions ainsi des problèmes européens et des problèmes mondiaux, envisagés dans leur plus grande ampleur historique.

Mais ce n'est pas seulement par la question nationale que nous nous sommes formé notre conception de l'action révolutionnaire. Dès nos premiers pas, nous avons reçu l'enseignement de Marx, enrichi par toute l'expérience d'un demi-siècle de luttes prolétariennes, et c'est à l'aide de la méthode marxiste que nous avons analysé les conditions de lutte qui nous étaient faites à nous-mêmes. A seule fin de nous libérer tant soit peu du reproche d'inertie russe que l'on nous fait, je me permettrai de rappeler ici que nombreux sont ceux d'entre nous qui ont, pendant de longues années, participé aux mouvements ouvriers de l'Europe occidentale. La plupart des chefs du Parti Communiste russe ont vécu et milité en Allemagne, en Autriche, en France, en Angleterre, en Amérique, avec les meilleurs militants de ces pays. Et ce n'est pas quelque théorie purement russe qui nous a aidés, à comprendre les événements de Russie et à les rattacher à la révolution mondiale. C'est la théorie marxiste et le fait que des générations entières de révolutionnaires russes ont passé par les écoles révolutionnaires de l'Europe occidentale. Je me permettrai seulement d'ajouter à cela que les auteurs du *Manifeste Communiste* appartenaient aussi, de leur temps, au peuple de l'Europe le plus arriéré sous le rapport industriel. Mais armés d'une méthode qu'ils s'étaient faite, ils se basaient, dans leur estimation de la situation en Allemagne, sur la double expérience de la Révolution française et du capitalisme anglais.

Je le répète, quand le camarade Gorter dit qu'au contraire de ce qui s'est vu en Russie, le prolétariat d'Occident sera tout à fait seul, il souligne ainsi une différence de situation indiscutable entre la classe paysanne russe et celle de l'Europe occidentale. Mais il passe outre un fait plus important encore, qui est le caractère international de la révolution même et des relations sociales. Il aborde la question du point de vue insulaire anglais, oubliant et l'Asie et l'Afrique, oubliant la connexion de la révolution prolétarienne en Occident avec les révolutions nationales agraires de l'Orient. Et c'est ici le talon d'Achille du camarade Gorter.

Dans la question des syndicats d'industrie, l'attitude du camarade Gorter est tout à fait déconcertante. Il semble parfois que la question se réduise pour lui à une modification des formes d'organisations. A la vérité, la question est ici beaucoup plus profonde. Tout le discours du camarade Gorter exprime la peur de la masse. Le camarade Gorter est surtout un pessimiste. Il ne croit pas à la révolution prolétarienne. Ce n'est pas pour rien qu'il a parlé avec un tel dédain de la poursuite des masses par la 3^e. Internationale. Il parle de la révolution sociale en poète, mais il n'a pas confiance en les bases matérielles de la révolution, en la classe ouvrière. Son point de vue est essentiellement individualiste et aristocratique. Or, l'aristocratie révolutionnaire est nécessairement pessimiste. Gorter soutient que nous ne savons pas, nous, Orientaux, combien la classe ouvrière s'est embourgeoisée, et que plus nous avons avec nous de masses, plus le danger est grand pour nous.

Tel est bien le *leit-motiv* de son discours. Il ne croit pas à l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière. Il ne voit pas l'épaisseur du prolétariat sous la mince couche de bureaucrates privilégiés qui le recouvre.

Que suppose donc Gorter ? Que veut-il ? De la propagande. En réalité, toute sa méthode est là. "La révolution", dit-il, "dépend non des besoins et des conditions économiques, mais de la conscience des masses ; et celle-ci se forme par la propagande". La propagande est ici comprise dans un esprit tout à fait idéaliste, voisin de celui des vulgarisateurs rationalistes du dix-huitième siècle. Si la révolution dépend non des conditions d'existence des masses ou davantage de la propagande que de ces conditions, pourquoi ne l'avez-vous pas faite en Hollande ? Vous voulez maintenant substituer en réalité au développement efficace de l'Internationale, les méthodes de propagande et de sélection de travailleurs isolés. Vous voulez avoir une Internationale pure, je ne sais quelle Internationale de "purs"; mais votre expérience hollandaise devrait bien vous enseigner qu'avec cette façon de faire, des désaccords graves se produisent dans l'organisation la mieux sélectionnée.

Son point de vue idéaliste fait que le camarade Gorter tombe d'une contradiction dans l'autre. Il commence par la propagande qui embrasse à ses yeux toute l'éducation des masses et affirme ensuite que les révolutions se font avec des actes et non avec des paroles. Cette affirmation lui est nécessaire pour l'action antiparlementaire. Il est quelque peu édifiant que le camarade Gorter a dû prononcer un discours d'une heure et demie, pour nous prouver que les révolutions se font avec des actes et non avec des paroles. Nous l'avions auparavant entendu dire que les masses peuvent cependant y être préparées par la propagande, c'est-à-dire par des discours. Le fait que Gorter veut former un groupe choisi d'agitateurs, de propagandistes, d'écrivains qui, sans s'abaisser à des actions vulgaires, telle que la participation aux élections ou au mouvement syndical, éduqueraient les masses par des discours et des articles impeccables, jusqu'au moment où ces masses pourraient accomplir la révolution communiste, je le répète, ces idées sont profondément pénétrées d'un esprit individualiste.

L'affirmation anti-révolutionnaire de Gorter, suivant laquelle la classe ouvrière de l'Europe occidentale s'est, dans son entier, embourgeoisée, est radicalement fautive. S'il en était ainsi, cette constatation équivaldrait à un verdict de mort prononcé sur toutes nos espérances. Combattre la puissance d'un capital qui a réussi à embourgeoiser le prolétariat et la combattre par la propagande de quelques élus, serait désespérément utopique. Mais la vérité est que quelques sommets de la classe ouvrière, assez nombreux il est vrai, se sont, seuls, embourgeoisés.

Considérons les syndicats. Avant la guerre, ils groupaient en Allemagne et en Angleterre, deux ou trois millions de travailleurs : en France, près de 300.000 hommes. Ils englobent maintenant 10 ou 12 millions d'hommes en Allemagne, en Angleterre et en France. Comment pourrions-nous tenter d'agir sur les masses, en dehors de ces puissantes organisations dans lesquelles la guerre a fait rentrer des millions d'ouvriers ? Gorter a montré qu'il restait pourtant en dehors des syndicats plus d'ouvriers qu'il n'y a de syndiqués. Et c'est vrai d'une façon générale. Mais comment Gorter compte-t-il agir sur ces masses arriérées qui, même à la suite du

bouleversement formidable de la guerre, n'ont pas adhéré aux organisations économiques du prolétariat ? Pense-t-il que, seuls, les prolétaires embourgeoisés se sont syndiqués, alors que les purs sont restés en dehors des syndicats ? Ce serait naïf, outre quelques centaines de milliers d'ouvriers privilégiés et corrompus, les éléments les plus conscients et les plus militants sont entrés par millions dans les syndicats, et nous ne trouverons pas, en dehors d'eux, de chemins pour aller vers les couches arriérées et les plus opprimées du prolétariat. La formation des noyaux communistes dans les syndicats signifie la pénétration de notre parti au sein des éléments les plus actifs, les plus conscients et par conséquent accessibles, à notre point de vue, de la classe ouvrière. Celui qui ne le comprend pas, celui qui ne voit pas derrière la mince écorce de privilégiés et de bureaucrates de la classe ouvrière, la grande masse des prolétaires syndiqués, celui qui prétend agir en dehors des syndicats, risque de clamer dans le désert.

Le parlementarisme

Gorter considère le syndicat et le parlementarisme comme des catégories situées en dehors de l'histoire. Et comme les social-démocrates ne sont pas arrivés à faire la révolution en se servant des syndicats et du parlementarisme, Gorter propose de tourner le dos à l'un et à l'autre, sans remarquer que ce serait, en ce moment, se détourner de la classe ouvrière.

À la vérité, la social-démocratie, avec laquelle nous avons rompu en fondant la 3^e Internationale, a marqué une époque dans le développement de la classe ouvrière, l'époque de la réformation et non de la révolution. L'histoire de l'avenir comparant le développement de la bourgeoisie et celui du prolétariat dira que la classe ouvrière a eu elle aussi, sa période de réformation.

Quel fut le trait essentiel de cette dernière ? Eveillée à l'action historique autonome, la bourgeoisie ne se donna pas du tout pour tâche de conquérir le pouvoir ; elle tenta de s'assurer, dans la société féodale même, des conditions d'existence plus confortables, mieux adaptées à ses besoins. Elle élargit, dans ce but, les cadres de l'état féodal, elle le transforma, elle en fit une monarchie bureaucratique. Elle transfigura la religion en l'individualisant, c'est-à-dire en l'adaptant à l'esprit bourgeois. Ces tendances exprimèrent la faiblesse historique relative à la bourgeoisie. Mais s'étant assurée ces positions, la bourgeoisie alla à la conquête du pouvoir. La social-démocratie, elle, s'est révélée incapable de transformer le marxisme en action social-révolutionnaire. Le rôle de la social-démocratie s'est réduit à l'utilisation de la société bourgeoise et de l'Etat dans les intérêts des masses ouvrières. Bien que la conquête du pouvoir fût son but réel, cette idée n'eut aucune influence pratique. L'action parlementaire consista non à tirer un parti révolutionnaire du parlementarisme, mais à adapter la classe ouvrière à la démocratie bourgeoise. Cette adaptation d'un prolétariat encore insuffisamment conscient de sa force aux conditions sociales, à l'étatisme, à l'idéologie de la société bourgeoise, fut évidemment un procès historique, mais rien qu'un procès *historique*, c'est-à-dire limité par certaines conditions de l'époque. L'époque de réformation prolétarienne créa son mécanisme de bureaucratie ouvrière, qui eut ses habitudes de pensée, sa routine, sa mesquinerie, sa malléabilité, sa myopie. Gorter confond ce mécanisme de bureaucratie avec les masses prolétariennes sur l'échine desquelles il s'est formé : d'où les illusions du camarade Gorter. Sa conception n'est pas matérialiste, n'est pas historique. Il ne comprend pas les relations réciproques entre une classe et un mécanisme historique temporaire, entre un époque passée et le temps présent. Il déclare : "*Les syndicats ont fait faillite, la social-démocratie a fait faillite, le communisme a fait faillite et la classe ouvrière s'est embourgeoisée. Il faut commencer par le commencement, avec un groupe d'élus qui, en dehors de toutes les vieilles modalités d'organisations, apporteront au prolétariat la vérité pure, le nettoieront des préjugés bourgeois et le prépareront enfin à la révolution prolétarienne*". Comme je l'ai déjà dit, cette hauteur idéaliste n'est que le revers du scepticisme le plus profond.

Dès maintenant, à l'égard de l'époque à laquelle nous vivons, et plus particulièrement à l'égard de la révolution allemande, Gorter conserve toutes les particularités de sa pensée anti-matérialistes, anti-dialectique, anti-historique. Voici deux ans que la révolution dure en Allemagne. Nous observons là-bas la succession des groupements, des états d'esprit, des méthodes. Cette succession se fait dans un certain ordre que l'on aurait pu et dû prévoir et que nous avons prévu en nous basant sur notre expérience et sur l'analyse des faits. Le camarade Gorter n'a cependant pas la moindre possibilité de nous donner un semblant de preuve, ou même de nous dire que le point de vue qu'il défend se développe systématiquement en Allemagne et y accroît son influence en s'enrichissant d'expérience révolutionnaire.

Le camarade Gorter parle avec le plus grand mépris de scission qui s'est produite parmi les Indépendants d'Allemagne. C'est à ses yeux, un épisode insignifiant de l'existence des opportunistes et des discoureurs petit-bourgeois. Appréciation qui ne fait que prouver combien est superficiel le point de vue de Gorter. Car l'Internationale Communiste, dès sa période de gestation, avant sa fondation formelle, prévoyait - dans la personne de ses théoriciens - la formation inéluctable du Parti des indépendants, sa transformation ultérieure et la scission. Nous prédisions cette dernière au début de la révolution. Nous y tendions. Nous la préparions avec les communistes allemands. Nous y sommes arrivés. La formation en Allemagne d'un Parti communiste unifié n'est pas un épisode insignifiant, mais un fait historique de la plus grande importance. Ce fait historique prouve, une fois de plus, la justesse de nos prévisions historiques et de notre tactique. Le camarade Gorter, avec ses discours de propagande formelle, avec ses discours rationalistes, devrait bien réfléchir avant de vouer à l'anathème une tendance qui croît avec la révolution et qui, prévoyant elle-même son lendemain et son surlendemain, se donne des buts clairs et sait les attendre.

Mais, revenons au parlementarisme. Gorter nous dit : "*Vous, orientaux, que la démocratie bourgeoise et que la culture bourgeoise n'ont point séduits, vous ne vous rendez pas compte de ce que signifie, pour le mouvement*

ouvrier, le parlementarisme". Puis, afin de nous éclairer un tantinet, le camarade Gorter nous fait connaître l'influence dissolvante du réformisme parlementaire. Mais si L'intelligence des Orientaux ne sait pas s'orienter dans ces questions, ce n'est vraiment pas la peine de discuter avec vous. Je crains que le camarade Gorter, au lieu de nous apporter les derniers mots de la pensée révolutionnaire d'Europe occidentale, n'en exprime qu'un aspect, l'aspect conservateur et borné. Le *Manifeste Communiste* parut en son temps, et pareil encore aujourd'hui, à nombre de socialistes français et anglais, le produit de la culture allemande et d'un état d'esprit politique arriéré. Mais l'argument du méridien n'est pas assez convaincant. Bien que nous nous trouvions en ce moment au méridien de Moscou, nous nous considérons comme les représentants de l'expérience de la classe ouvrière, nous connaissons - et ce n'est pas seulement par des brochures - la lutte contre le réformisme dans le mouvement ouvrier international, nous avons observé de près, et avec sens critique, le parlementarisme social-démocrate dans divers pays, et nous nous représentons avec une netteté satisfaisante sa place dans le développement de la classe ouvrière.

A en croire Gorter, il y a dans les cœurs ouvriers trop de servilité à l'endroit du parlementarisme. C'est vrai. Mais il faut ajouter que dans les cœurs de certains idéologues, cette servilité est complétée par une sorte de crainte mystique du parlementarisme. Gorter pense qu'en faisant un détour d'un kilomètre pour ne pas passer par le Parlement, on verra diminuer ou disparaître la servilité des ouvriers devant le parlementarisme.

Tactique qui repose sur des superstitions idéalistes et non sur des réalités. Le point de vue communiste considère le parlementarisme, en rapport avec toutes les situations politiques, sans fétichisme, sans lui donner une valeur positive ou négative. Le Parlement est un instrument de duperie politique, destiné à endormir les masses, à répandre les illusions et les préjugés de la démocratie politique, etc. Voilà qui est indiscutable. Mais le Parlement occupe-t-il en cette matière une position isolée ? Les journaux, et tout d'abord les journaux social-démocrates, ne répandent-ils pas le poison petit-bourgeois ? Ne devons-nous pas, pour cette raison, renoncer à la presse en tant que moyen de propagande communiste parmi les masses, ou encore faut-il penser que l'attitude du groupe Gorter envers le parlementarisme compromettra ce dernier ? S'il en était ainsi, cela voudrait dire que l'idée de la révolution communiste, représentée par le camarade Gorter, se place, aux yeux des masses, au-dessus de tout. Mais alors, le prolétariat pourrait sans effort chasser le Parlement et prendre le pouvoir. Or, ce n'est pas le cas. Gorter lui-même, loin de nier la servilité des masses devant le parlementarisme, l'exagère plutôt sans mesure. Et quelle conclusion en tire-t-il ? Qu'il faut conserver la pureté de son groupe, c'est-à-dire de sa secte. En fin de compte, les arguments anti-parlementaires de Gorter peuvent servir contre toutes les formes de la lutte de classe du prolétariat, car toutes ces formes et toutes ces méthodes ont été profondément contaminées par l'opportunisme, le réformisme et le nationalisme. En combattant l'action dans les syndicats et dans le Parlement, Gorter ignore la différence entre la troisième Internationale et la deuxième, entre le communisme et la social-démocratie et, ce qui est plus grave, ne se rend pas compte de la différence de deux époques historiques et de deux conjonctures mondiales.

Gorter reconnaît d'ailleurs lui-même que les discours parlementaires de Liebknecht eurent avant la révolution une portée considérable. Mais, dit-il, la révolution commencée, le parlementarisme perd toute raison d'être. Le camarade Gorter néglige, par malheur, de nous dire de quelle révolution il est question. Liebknecht parlait au Reichstag, à la veille de la révolution bourgeoise ; maintenant, le gouvernement bourgeois et le pays entier vont, en Allemagne, au-devant de leur révolution prolétarienne. En France, la révolution bourgeoise s'est accomplie, il y a longtemps ; la révolution prolétarienne n'a pas eu lieu, et rien ne nous garantit qu'elle aura lieu demain, dans une semaine ou même dans un an. Gorter reconnaît, comme nous lui avons entendu dire, que l'utilisation du parlementarisme est admissible et opportune avant la révolution. Voilà qui est parfait. Mais, hélas ! L'Allemagne, la France, l'Angleterre, la plupart des pays civilisés du monde ne sont pas encore entrés dans la révolution prolétarienne. Nous traversons l'époque de préparation de celle-ci. Si les discours parlementaires de Liebknecht pouvaient avoir, avant la révolution, une signification révolutionnaire, pourquoi Gorter se refuse-t-il à admettre le parlementarisme à l'époque préparatoire actuelle ? Ou bien ne voit-il pas l'intervalle entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne allemande, intervalle de deux ans qui peut se prolonger encore ? Nous observons ici, chez le camarade Gorter, un manque évident de réflexion qui l'amène à des contradictions. Il considère, semble-t-il que l'Allemagne étant, "*d'une façon générale*", entrée dans la période révolutionnaire, il faut, "*d'une façon générale*", répudier le parlementarisme. Mais comment faire, dans ce cas, avec la France ? Les préjugés idéalistes peuvent seuls nous dicter le refus d'utiliser la tribune parlementaire dont nous pouvons et devons tirer parti, afin précisément de saper dans les milieux ouvriers la superstition parlementaire et celle de la démocratie bourgeoise.

Il est très vraisemblable que toute parole prononcée par Liebknecht au Parlement, dans l'Allemagne pré-révolutionnaire, y trouverait beaucoup plus d'écho qu'elle n'en trouverait aujourd'hui. J'admets d'ailleurs qu'à une époque où l'on sent venir la révolution, les discours parlementaires les plus révolutionnaires ne peuvent produire l'effet qu'ils produisaient ou pouvaient produire il y a quelques années, lorsque le militarisme atteignait son apogée. Nous ne disons pas que l'importance du parlementarisme soit toujours et partout la même. Au contraire, le parlementarisme et sa place dans l'action du prolétariat doivent être examinés du point de vue des situations concrètes, dans le temps et l'espace. Mais c'est précisément la raison pour laquelle la répudiation absolue du parlementarisme est bien une sorte de préjugé bien caractérisés. En dernier lieu, elle équivaut à la crainte ridicule de ce vertueux personnage qui ne sortait pas de chez lui pour ne point rencontrer la tentation. Révolutionnaire et communiste, militant sous le contrôle et la direction effectifs d'un parti prolétarien centralisé, je ne puis travailler dans les syndicats, au front, dans les journaux, sur les barricades, au Parlement, tout en restant ce que je dois être, non un parlementaire, non un gazetier, non un fonctionnaire syndical, mais bien un révolutionnaire communiste, qui tire parti de tous les moyens, dans l'intérêt de la révolution sociale.

La masse et les chefs

Enfin, le dernier chapitre de Gorter s'intitule : *La Masse et les Chefs*. L'idéalisme et le formalisme de mon contradicteur s'y expriment avec autant de netteté que partout ailleurs. "*Ne recherchez pas l'appui des grandes masses*", nous recommande le camarade Gorter; "*mieux vaut n'avoir qu'un petit nombre de bons camarades*".

Telle quelle, cette formule est dénuée de sens. Tout d'abord, nous voyons, par l'exemple de la Hollande et de bien d'autres endroits, que le petit nombre des membres organisés, conservé avec le plus grand soin, ne préserve pas les partis des oscillations idéologiques, mais facilite même ces dernières dans une certaine mesure, car une organisation du type des sectes ne peut avoir la stabilité voulue. En second lieu, et c'est l'essentiel, n'oublions pas que la révolution est notre but. Or, la révolution ne peut être dirigée que par une organisation de masse. L'action de Gorter contre le "*culte des chefs*" a un caractère purement idéaliste, presque verbal, et il tombe à chaque instant dans des contradictions. "*Point n'est besoin de chefs*", déclare-t-il; "*le centre de gravité de l'action doit être transporté dans les masses*". Mais, d'autre part, il nous conseille de ne pas rechercher l'appui des masses. Les relations entre le parti et la classe ouvrière se définissent, à l'entendre, comme des relations purement pédagogiques entre une petite association de propagandistes et le prolétariat contaminé par la bourgeoisie. Mais c'est précisément dans les organisations où règne la peur de la masse, où l'on ne leur fait point confiance, où l'on veut recruter des adhérents par la propagande individuelle, où le travail se fait non sur les bases de la lutte des classes sur celles d'un enseignement idéaliste, c'est précisément dans ces organisations que les chefs jouent un rôle tout à fait exagéré. Je n'ai pas besoin de citer des exemples. Le camarade Gorter en trouvera lui-même un grand nombre (*Exclamations* : "*Le Parti Communiste allemand!*"). L'histoire du Parti Communiste allemand est encore trop récente. Ce Parti n'a encore conduit les masses que dans une trop faible mesure pour qu'on puisse le citer dans le but de définir les rapports entre les chefs et les masses. Ce n'est qu'à présent, après la scission du Parti des indépendants, scission qui s'est produite grâce au travail du Parti Communiste - et malgré ses incontestables fautes isolées que vous vous attachez à souligner - ce n'est qu'à présent que s'ouvre une nouvelle époque dans la vie du prolétariat et du communisme allemand. L'éducation des masses et la sélection des chefs, le développement de la spontanéité des masses et l'institution d'un contrôle sur les chefs, sont autant de faits interdépendants qui se conditionnent les uns des autres. Je ne connais pas de recettes qui permettent artificiellement le centre de l'action des chefs aux masses. Gorter indique la propagande d'un groupe choisi. Admettons-le un instant. Mais tant que cette propagande n'aura pas conquis les masses, le centre de l'action sera évidemment parmi ceux qui la feront, chefs et initiateurs. La lutte contre les chefs ne fait le plus souvent qu'exprimer d'une façon démagogique la lutte contre les idées et les méthodes représentées par certains chefs. Si ces idées et ces méthodes sont bonnes, l'influence des chefs en questions correspond à celle de bonne méthode et de bonnes idées, et ne parlent au nom de la masse que ceux qui savent conquérir la masse. De façon générale, les rapports entre la masse et les chefs dépendent du niveau politique et intellectuel de la classe ouvrière, du fait qu'elle a ou n'a pas de traditions révolutionnaires et l'habitude d'agir avec ensemble, et, enfin, de l'épaisseur de la couche prolétarienne qui a passé par les écoles de la lutte des classes et de l'éducation marxiste. Il n'y a pas de problème des chefs et de la masse considérés en soi. Élargissant toujours sa sphère d'influence, pénétrant tous les domaines de la vie, et de l'action de la classe ouvrière, entraînant dans la lutte pour la transformation sociale des masses ouvrières toujours plus larges, le Parti Communiste approfondit et élargit, par là-même, la spontanéité des masses ouvrières, sans pour cela diminuer le rôle des chefs, auquel il donne au contraire une ampleur historique sans précédent, mais qu'il rattache plus, étroitement à l'action spontanée des masses et qu'il soumet à leur contrôle conscient et organisé.

Gorter soutient qu'on ne peut pas commencer la révolution, tant que les chefs n'auront suffisamment élevé le niveau mental de la classe ouvrière pour que celle-ci comprenne bien sa mission historique. Mais c'est là de l'idéalisme le plus pur ! Comme si le commencement de la révolution pouvait en réalité dépendre du degré d'éducation de la classe ouvrière et non d'une série d'autres facteurs - intérieurs et internationaux - économiques et politiques et, en particulier, des besoins des masses laborieuses les plus déshéritées, car - n'en déplaise au camarade Gorter - le besoin demeure le ressort le plus important de la révolution prolétarienne. Il se peut très bien que la révolution se produise en Hollande par suite de l'aggravation ultérieure de la situation de l'Europe, à un moment où le Parti Communiste hollandais ne sera encore qu'un groupe numériquement faible. Entrés dans le tourbillon révolutionnaire, les ouvriers hollandais ne se demanderont pas s'ils doivent ou non, attendre que le Parti Communiste ait achevé leur préparation à une participation tout à fait consciente et concertée aux événements. Il est tout à fait probable que l'Angleterre entrera dans la révolution prolétarienne avec un Parti Communiste relativement peu nombreux. Il n'y a rien à y faire, la propagande des idées communistes n'étant pas le facteur unique de l'histoire. Il n'y a qu'une conclusion à en tirer. C'est que la classe ouvrière anglaise, si l'intervention de grandes causes historiques l'entraîne d'ici peu dans la révolution prolétarienne, devra au cours de sa lutte pour le pouvoir et aussitôt après la conquête du pouvoir créer son parti des masses, l'élargir et l'affermir ; et que, dans la première période de la révolution, le Parti Communiste anglais devra, sans se détacher du mouvement et en tenant compte du degré d'organisation et de conscience du prolétariat, d'efforcer de développer au sein des événements le maximum de conscience communiste.

Mais, revenons à l'Allemagne.

A l'heure où s'ouvrit l'époque révolutionnaire, il n'y avait pas en Allemagne d'organisation de parti prête au combat. La classe ouvrière se vit obligée de former son parti révolutionnaire dans le feu même de l'action. D'où, le caractère prolongé de cette lutte et ses grands sacrifices. Qu'observons-nous, en Allemagne ? Des offensives et des retraites, des insurrections et des défaites, des passages de l'offensive à la défensive, l'auto-critique, l'auto-épuration, les scissions ; la révision des méthodes et le changement des chefs, de nouvelles scissions et

de nouvelles unions. Dans ce creuset, un Parti Communiste authentique se forme par une formidable expérience révolutionnaire. Considérer avec dédain ce long procès comme une «brouille de chefs», comme des querelles de familles entre opportunistes, etc. n'est que la preuve d'une myopie excessive - pour ne point parler de cécité. Quand on voit comme la classe ouvrière allemande a permis à ses chefs, les Scheidemann et les Ebert, de l'asservir au nom de l'impérialisme, comme elle a ensuite rompu avec ces impérialistes, et, cherchant une orientation nouvelle, accordé une influence temporaire aux Hilferding et aux Kautsky, comme ensuite la fraction la meilleure et la plus combative des masses ouvrières allemandes a créé son Parti Communiste, d'abord peu nombreux, mais qui comptait avec raison et fermeté sur les progrès ultérieurs de l'esprit révolutionnaire; quand on observe encore la différenciation des éléments opportunistes et révolutionnaires et la scission entre la démocratie ouvrière et les masses révolutionnaires - celles-ci entraînant avec elles les meilleurs chefs - dans le parti des indépendants, quand on veut apprécier ce procès dans toute son ampleur, non du point de vue d'un pédant, mais de celui du révolutionnaire matérialiste, - on se dit ici, dans les cadres du Parti Communiste unifié se créaient sur des bases nouvelles les conditions nouvelles du développement véritable du parti révolutionnaire prolétarien. Si le camarade Gorter ne le voit pas, nous ne pouvons qu'en être fâchés. Si l'organisation du K.A.P.D. (Parti Ouvrier Communiste allemand) qu'il représente ici et qui embrasse assurément bon nombre de vaillants révolutionnaires ouvriers, si cette organisation peu nombreuse craint d'entrer dans le Parti Communiste unifié qui se forme non par un recrutement superficiel, mais dans les souffrances de la révolution, après de longues luttes, des scissions et des épurations, cette crainte prouve seulement que les chefs du K.A.P.D. jouent encore un trop grand rôle dans leur propre parti et communiquent aux ouvriers qu'ils dirigent cette défiance envers des masses prolétariennes dont le discours du camarade Gorter était pénétré.